

Équipe régionale de mise en œuvre du hotspot de biodiversité de Madagascar et des îles de l'océan Indien



Message de la cheffe d'équipe

Début mai, plus de 100 participants venus de toute la région Océan Indien se sont réunis à Antananarivo, Madagascar, pour l'atelier d'évaluation à mi-parcours du programme d'adaptation fondée sur les écosystèmes dans l'océan Indien du CEPF. Cet événement dynamique a rassemblé la société civile, les autorités publiques, les bailleurs de fonds et les partenaires techniques pour réfléchir ensemble, créer des liens et se projeter vers l'avenir.

J'ai été extrêmement fière de constater l'engagement et la motivation des participants, qui ont fait de cet atelier une expérience enrichissante pour tous.

Les présentations des projets en cinq minutes chacunes ont été particulièrement appréciées, car elles ont permis à tous les porteurs de projets de partager leur dévouement, les progrès réalisés et l'impact du travail accompli sur le terrain. Il était rassurant de voir que les projets produisent non seulement des résultats concrets, mais qu'ils posent également les bases solides d'une résilience à long terme.



Découvrez les projets soutenus par le CEPF à Madagascar et dans les îles de l'océan Indien en explorant notre [carte interactive](#)

Contenu

- Message de la cheffe d'équipe
- Actualités de la RIT
- Histoire des porteurs de projets
- Opportunités de collecte de fonds et de formation
- Nos investissements en date de juin 2025

Contact de l'Equipe Régionale de Mise en Oeuvre



Madagascar
www.saf-fjkm.org



Comoros
www.id-ong.org



Maurice
www.forena.mu



Seychelles
www.seyccat.org



International
www.iucn.nl

Cet atelier nous a rappelé la force de la collaboration et l'importance de rester proche des communautés et des écosystèmes que nous servons. Alors que nous entamons la seconde moitié de cette première phase de cinq ans du programme, je me réjouis à l'idée de renforcer nos partenariats et de soutenir des solutions encore plus innovantes, portées par les communautés pour les écosystèmes, face aux défis climatiques.

Dans cette newsletter, vous découvrirez des actualités sur les zones clés pour la biodiversité, des témoignages inspirants de porteurs de projets ainsi que des perspectives sur l'engagement du secteur privé. Merci de faire partie de cette aventure.

Cordialement,



Monique Randriatsivery,

Cheffe de la RIT pour le Hotspot de Biodiversité de Madagascar et des îles de l'océan Indien (MADIO)
monique.randriatsivery@iucn.nl

Merci de partager cette lettre d'information avec d'autres personnes susceptibles d'être intéressées par l'investissement du CEPF dans le hotspot. Si vous n'êtes pas encore inscrit sur la liste de diffusion, veuillez vous inscrire en envoyant un courriel à cepfproposals@iucn.nl



Visite de terrain lors du MTA de mai 2025 © CEPF

ACTUALITÉS DE LA RIT

Appel à propositions

Le CEPF et sa RIT lancent un appel à lettres d'intention (LOI) pour des projets visant à soutenir la mise en oeuvre de l'Adaptation fondée sur les Écosystèmes, la réduction des risques et catastrophes, ainsi que le renforcement de capacités des jeunes conservationnistes dans le Hotspot de biodiversité de Madagascar et des îles de l'océan Indien. Vous envisagez de soumettre une proposition ? Veuillez lire attentivement les instructions détaillées, les critères d'éligibilité et les restrictions propres à votre pays d'intérêt.



[En savoir plus](#)

L'atelier d'évaluation à mi-parcours a marqué une étape clé pour le programme d'adaptation fondée sur les écosystèmes

Du 6 au 8 mai 2025, plus de 100 participants se sont réunis à Antananarivo, à Madagascar, pour l'atelier d'évaluation à mi-parcours du programme du CEPF « Adaptation fondée sur les écosystèmes (AfE) dans l'Océan Indien ». Cette rencontre a réuni des organisations de la société civile (OSC), des partenaires techniques, des représentants de bailleurs de fonds et des représentants gouvernementaux de Madagascar, des Comores, de Maurice et des Seychelles afin de réfléchir aux avancées du programme et d'en définir l'orientation future.



Réunion d'évaluation à mi-parcours à Madagascar, mai 2025 © CEPF

[Regarder la vidéo récapitulative](#)



Un effort régional soutenu par un solide appui national

Lancé en 2021, le programme est financé par le Fonds vert pour le climat (GCF) via l'Agence Française de Développement (AFD), en tant qu'agence accréditée par le GCF, et par l'Union européenne via l'AFD agissant comme agent fiduciaire. Il fournit des financements ciblés pour mobiliser les OSC en faveur d'actions d'AfE visant à aider les communautés locales à s'adapter au changement climatique grâce à la conservation, à une gestion améliorée et à la restauration des écosystèmes naturels. Ces efforts sont guidés par une stratégie d'investissement élaborée lors d'un processus consultatif en 2022 pour la première phase de cinq ans (2022–2027).

Alors que cette stratégie atteignait son mi-parcours en décembre 2024, le CEPF et l'équipe régionale de mise en œuvre (RIT), en partenariat avec le ministère de l'Environnement et du Développement durable (MEDD) de Madagascar, par l'intermédiaire du Bureau National du Changement Climatique et REDD+ (BNCC REDD+), ont organisé cet atelier à mi-parcours pour dresser le bilan des progrès, renforcer la collaboration entre les acteurs de la société civile et orienter la suite de la mise en œuvre.

Rôle crucial des ministères

Face aux défis du changement climatique dans les pays insulaires de l'Océan Indien, les Comores, Madagascar, Maurice et les Seychelles bénéficient de ce programme de dix ans, placé sous l'égide des ministères de l'Environnement aux Comores, de l'Environnement et du Développement durable à Madagascar, des Finances, de la Planification économique et du Développement à Maurice, et de l'Agriculture, du Changement Climatique et de l'Environnement aux Seychelles.

L'engagement de ces ministères, via leurs autorités nationales désignées auprès du GCF, assure l'alignement du programme sur les priorités nationales et la complémentarité des projets financés avec d'autres initiatives.

Zones Clés pour la Biodiversité

Les Zones Clés pour la Biodiversité (ZCB) servent de référence pour orienter les priorités géographiques. Le [KBA Program](#) et les structures nationales sont responsables de l'identification des ZCB.

La stratégie d'investissement du CEPF est guidée par le profil d'écosystème, élaboré à travers un processus consultatif en 2022. Celui-ci présente les ZCB prioritaires pour l'investissement de 2022–2027. Cette hiérarchisation des ZCB a été faite en fonction de leur importance pour les services écosystémiques qui réduisent la vulnérabilité climatique, selon les étapes suivantes : identification et normalisation des services écosystémiques, évaluation selon l'importance relative, et agrégation des scores en fonction de pondérations fournies par des experts et parties prenantes. Cette analyse spatiale combinée à l'expertise locale a permis d'identifier les ZCB prioritaires pour l'adaptation fondée sur les écosystèmes (AfE) : 10 aux Comores, 30 à Madagascar, 10 à Maurice et 20 aux Seychelles.

Un aperçu de tous les sites prioritaires pour l'investissement du CEPF est disponible dans le [Profil d'écosystème](#).

Constats à mi-parcours

Lors de l'atelier d'évaluation à mi-parcours, l'équipe régionale de mise en œuvre (RIT) a examiné l'intérêt suscité par les ZCB au cours des appels à projets publiés jusque-là. La plupart des ZCB ont reçu des lettres d'intention (LOI), à l'exception de trois sites : le Parc National Marin de l'Île Curieuse (SYC-46), Fond Ferdinand (SYC-9) et Yemen-Takamaka (MUS-17).

Certaines ZCB ont posé des difficultés lors des appels précédents. À Madagascar, par exemple, 30 LOI ont été soumises pour le Grand Récif de Toliary (MDG-46), mais toutes étaient soit de qualité insuffisante, soit mal alignées avec les indicateurs stratégiques du portefeuille. Aux Comores, 20 LOI ont été reçues pour le Parc Marin de Mohéli (COM-8), mais toutes portaient sur des zones terrestres situées en dehors de la ZCB désignée. À Maurice, le principal défi réside dans l'absence de ZCB marines prioritaires. La seule ZCB marine – les Bancs de Cargados Carajos (MUS-1) – est un site non prioritaire et extrêmement isolé, ce qui limite l'intérêt des candidats. Aux Seychelles, plusieurs ZCB prioritaires restent sans projets actifs, en grande partie parce que les organisations de la société civile ne sont pas toujours autorisées à opérer sur certaines îles isolées, et que les coûts logistiques sont élevés.



Réunion d'évaluation à mi-parcours à Madagascar, mai 2025 © CEPF



Visite de terrain lors du MTA de mai 2025 © CEPF

Une clarification a également été apportée autour du terme « intact » qui se trouve dans deux objectifs du CEPF pour cette phase d'investissement : 610 000 hectares d'écosystèmes côtiers intacts avec une gestion renforcée et 300 000 hectares d'écosystèmes forestiers intacts de bassins versants avec une gestion renforcée. Ici, « intact » fait référence aux habitats existants qui seraient mieux gérés grâce aux projets, et non nécessairement à des zones écologiquement intactes.

Alors que le programme entame la seconde moitié de sa première phase d'investissement, l'atelier a offert une occasion opportune d'échanger les leçons apprises, de renforcer la collaboration entre les porteurs de projet entre autre et de réaffirmer l'engagement commun en faveur de la résilience des écosystèmes et de l'adaptation au climat dans la région.

Parmi les points saillants de cet atelier, l'idée d'avoir plus d'échanges entre les porteurs de projets, par l'organisation d'ateliers thématiques sur des défis communs comme les alternatives aux sacs plastiques en pépinière a été proposée, et que la RIT met en place petit à petit.

Pendant la phase actuelle d'investissement du CEPF dans le hotspot de biodiversité de Madagascar et des îles de l'océan Indien (MADIO), plusieurs visites d'échange ont eu lieu entre les bénéficiaires, offrant de précieuses occasions d'apprentissage mutuel, de partage de défis, de réussites et de leçons apprises.

Prochaines étapes

Pour améliorer le travail sur l'atteinte des indicateurs du portefeuille, la RIT a proposé plusieurs mesures. À court terme, les actions recommandées incluent la clarification des termes clés pour la formulation des indicateurs, surtout ceux avec le terme 'intact', et l'exploration d'opportunités pour des projets de plus grande envergure.

En ce qui concerne les ZCB et afin de mieux répondre aux contextes réels, l'encouragement à la contribution à la mise à jour des sites ZCB+ par le partage des données sur les services écosystémiques a été recommandée pour les porteurs de projets. À plus long terme, des évaluations nationales révisées des ZCB (hors de la responsabilité du CEPF) devraient alimenter les futurs profils d'écosystèmes. Dans des zones comme Mohéli, l'intégration des corridors environnants pourrait soutenir une approche paysagère plus intégrée.

Par ailleurs, un accent renforcé sur les stratégies « de la crête au récif » (ridge to reef) est recommandé afin de promouvoir à la fois la conservation des écosystèmes et la résilience climatique, et pour vraiment répondre à l'approche systémique qu'est l'Adaptation fondée sur les Ecosystèmes.

HISTOIRE DES PORTEURS DE PROJETS

Restauration forestière menée par les communautés dans le bassin inférieur de l'Onilahy

Dans le sud-ouest de Madagascar, ADES (Association pour le Développement de l'Énergie Solaire Suisse-Madagascar) collabore avec les communautés locales pour restaurer les forêts et renforcer la résilience face au changement climatique. Soutenue par une grande subvention du CEPF, ADES pilote un projet pluriannuel dans le bassin inférieur de l'Onilahy, couvrant trois Zones Clés de Biodiversité : Tsingioriake-Andatabo, Belalanda et l'Amoron'i Onilahy et Rivière Onilahy.

Cette initiative s'attaque à deux défis majeurs : réduire la vulnérabilité des communautés pauvres dépendantes de la nature, et préserver l'écosystème unique de forêt sèche de la région, essentiel à l'adaptation au climat fondée sur la nature.



Plantation Ambohimaha © Brillant Vernisson Raoelison, Ades



Présentation de Miarakap et INDRI lors du MTA © CEPF

Les résultats à ce jour sont prometteurs. Plus de 80 femmes locales produisent des sacs biologiques en remplacement des sacs plastiques utilisés en pépinière, tandis que 20 gardes forestiers communautaires surveillent les espèces menacées et collectent des graines locales pour alimenter les pépinières. Plus de 500 arbres-semenciers ont ainsi été identifiés et sont protégés par les gardes. À ce jour, 114 960 plants, issus des pépinières communautaires, ont été plantés.

Environ 4 500 personnes, dont des élèves, ont participé à des actions de sensibilisation et d'éducation explorant les liens entre la santé des forêts, le changement climatique et le bien-être local. ADES soutient également les moyens de subsistance alternatifs et une cuisson des aliments plus propre grâce à des foyers économies en bois, contribuant ainsi à réduire la pression sur les ressources forestières.

Une forte collaboration entre les acteurs locaux a permis de construire un réseau dynamique et d'attirer des cofinancements pour étendre la portée du projet. Ces efforts mettent aussi en lumière une biodiversité fragile, comprenant des espèces inscrites sur la liste rouge des espèces mondiales menacées de l'IUCN.

En restaurant les forêts, en autonomisant les communautés et en protégeant la biodiversité, ADES crée un modèle porteur d'espoir pour une résilience climatique fondée sur la nature et les populations locales.

Renforcer la collaboration entre les OSC et le secteur privé : enseignements tirés de Madagascar

Lors du récent atelier d'évaluation à mi-parcours à Antananarivo, les organisations malgaches INDRI et Miarakap, travaillant ensemble avec Kinomé dans le cadre d'une grande subvention, ont partagé des enseignements précieux sur la manière dont les organisations de la société civile (OSC) et le secteur privé peuvent collaborer pour soutenir un développement inclusif et durable.

Les intervenants ont souligné la nécessité de partenariats solides et de long terme, dépassant les petits projets isolés pour apporter des changements durables dans les zones urbaines, rurales et côtières.

Ils ont identifié cinq secteurs clés présentant un fort potentiel de collaboration :

- **Chaînes de valeur agro écologiques** : Améliorer la production terrestre et marine, faciliter l'accès à la terre et encourager l'investissement responsable.
- **Projets carbone** : Les initiatives REDD+ et ARR offrent un fort potentiel, mais leur succès dépend de réglementations renforcées et d'un partage équitable des bénéfices avec les communautés locales.
- **Solutions de cuisson durable** : Accélérer leur adoption grâce à des allègements fiscaux, des subventions et des investissements conjoints entre partenaires.
- **Écotourisme** : Soutenir un tourisme respectueux de l'environnement, créateur d'emplois et protecteur de la nature, avec l'appui d'acteurs publics et privés.
- **Reboisement à grande échelle** : Intégrer le reboisement dans les modèles économiques, via l'agroforesterie, le charbon durable et les crédits carbone, avec des règles claires et une forte implication communautaire.

Pour que ces partenariats fonctionnent, cinq conditions ont été mises en avant :

- **Soutenir et motiver les entreprises** grâce à de meilleures options de financement, à des investissements internationaux et à des incitations fiscales à court terme pour favoriser leur croissance.
- **Connecter entreprises et ONG** en combinant les compétences techniques des ONG avec le savoir-faire entrepreneurial du secteur privé.
- **Inclure les communautés locales** par le dialogue, la sensibilisation et la création de liens de confiance, en veillant à ce que toutes et tous, quels que soient leur genre ou leur statut, soient impliqués et traités équitablement.
- **Améliorer l'environnement des affaires** en augmentant le soutien de l'État, en renforçant les infrastructures de transport, en garantissant une concurrence équitable et en consolidant la sécurité.
- **Promouvoir la recherche appliquée** pour développer des solutions concrètes comme la restauration des terres, la cuisson propre et l'aquaculture, en partenariat avec des instituts de recherche malgaches et internationales.

Lorsque les OSC et les entreprises privées partagent des valeurs, tirent parti de leurs forces respectives et construisent ensemble des solutions, elles peuvent produire un impact réel et durable pour les populations et l'environnement de Madagascar.



Vidéo : des étudiants de l'Université des Seychelles mettent en lumière un projet financé par le CEPF sur le suivi marin

Dans le cadre de leur cours de communication et d'éducation scientifique, un groupe d'étudiants de l'Université des Seychelles a réalisé une vidéo mettant en avant un projet financé par une petite subvention du CEPF, mené par le Blue Economy Research Institute (BERI), axé sur le suivi marin et la gestion des écosystèmes dans les eaux protégées autour de Mahé.

Un élément clé du projet consiste à étudier les différences de biodiversité marine à l'intérieur et à proximité des aires marines protégées des îles intérieures des Seychelles. Le projet se concentre sur les habitats marins de cinq Zones Clés pour la Biodiversité : l'Île Curieuse, le Parc National Marin de Sainte-Anne, le Parc National Marin de Port Launay et Zones Humides Côtières, le Parc National Marin de l'Île Cocos et le Parc National de Silhouette. Il renforce également les capacités nationales en formant des chercheurs seychellois aux techniques de relevé marin telles que le système stéréo-BRUVS, tout en sensibilisant le public à la valeur de la biodiversité marine.

Depuis le lancement du projet en février 2023, plus de 120 échantillons stéréo-BRUVS ont déjà été collectés sur les cinq sites d'étude, 39 personnes ont été formées, et plusieurs ateliers et événements de sensibilisation ont été organisés, d'autres étant prévus à l'intention des responsables du tourisme, du grand public et des pêcheurs.

[Regardez la vidéo ici](#)

CEPS lance un programme de renforcement des capacités en AfE et Solutions fondées sur la Nature

La *Citizens Engagement Platform Seychelles* (CEPS), l'organisation faîtière des organisations de la société civile aux Seychelles, a officiellement lancé un important projet de renforcement des capacités. L'événement de lancement, qui s'est tenu le vendredi 25 avril 2025, a réuni de nombreux membres de la CEPS, des représentants de l'École d'agriculture, des porteurs de projets du CEPF ainsi que des employés de la CEPS. Il visait à autonomiser et inspirer les futurs leaders de la durabilité environnementale.

Consciente que de nombreuses OSC rencontrent des difficultés de gouvernance et de fonctionnement pouvant mettre en péril leur statut légal, la CEPS a obtenu un financement du CEPF par le biais d'une *subvention sur invitation*. Ce financement permettra de soutenir des initiatives ciblées visant à atténuer ces risques et à renforcer l'impact global des OSC seychelloises.

Ce programme complet, débuté en avril 2025 et prévu jusqu'à fin 2026, proposera une série de formations à l'intention des membres de la CEPS, des étudiants et des parties prenantes. Ces formations porteront sur deux axes principaux :

- Expertise technique : Renforcement des compétences des membres dans des domaines environnementaux clés tels que la conservation, le changement climatique et le développement de programmes d'Adaptation fondée sur les Écosystèmes (AfE).
- Capacité organisationnelle : Amélioration des compétences opérationnelles des OSC, notamment en planification stratégique, mobilisation de ressources, gestion financière et gouvernance globale, afin de garantir leur conformité légale à long terme.

« Ce projet est essentiel à la réussite continue des organisations de la société civile aux Seychelles », a déclaré la présidente de la CEPS, Dr Odile De Comarmond. « En répondant aux défis fondamentaux auxquels ces organisations sont confrontées, nous assurons leur capacité à poursuivre leur travail crucial en matière de conservation, d'atténuation du changement climatique et de développement durable. »

La première session de formation, consacrée à l'AfE et aux Solutions fondées sur la Nature (SfN), est en cours. D'autres sessions, destinées à de plus petits groupes d'OSC et de plus longue durée, seront organisées tout au long du projet. L'un des objectifs clés est d'outiller les OSC locales avec les compétences et la confiance nécessaires pour obtenir des financements du CEPF et d'autres sources pour leurs propres initiatives.

[Lire l'article de presse](#)



OPPORTUNITÉS DE COLLECTE DE FONDS ET DE FORMATION

- L'appel à propositions de la Velux Stiftung dans le domaine de la recherche forestière est axé sur le développement ou l'intégration de solutions permettant de s'adapter au changement climatique ou d'en atténuer les effets, de promouvoir la biodiversité, de fournir des services écosystémiques résilients tout en assurant la production durable de produits forestiers. [Plus d'informations.](#)
- La Rufford Foundation finance des projets de conservation de la nature dans les pays émergents ou en développement, portés par des conservationnistes en début de carrière. [Postulez ici.](#)
- COGICO MOOC : le cours en ligne sur la conservation et la gestion des îles, côtes et océans rouvre ses portes. Développée par le Conservatoire du littoral, cette formation gratuite s'adresse à toute personne impliquée dans la gestion ou la préservation des espaces naturels littoraux ou insulaires. Elle vous aide à relever les défis concrets du terrain - des espèces invasives à la collecte de données et à la concertation avec les parties prenantes - et vous fournit les outils nécessaires pour une gestion durable et efficace des sites. Inscrivez-vous sur www.cogico.fr

Investissement du CEPF dans le hotspot de biodiversité de Madagascar et des îles de l'océan Indien en date de juin 2025



Projets actifs par pilier du CEPF



Le Fonds de partenariat pour les écosystèmes critiques (CEPF) est une initiative conjointe de l'Agence Française de Développement (AFD), Conservation International, l'Union européenne (EU), la Fondation Hans Wilsdorf, le Fonds pour l'Environnement Mondial, le gouvernement du Japon, et la Banque mondiale. Son objectif fondamental est de garantir que la société civile est engagée dans la conservation de la biodiversité.

Grâce au financement du Fonds Vert pour le Climat (GCF) par l'intermédiaire de l'AFD en tant qu'entité accréditée pour le GCF, et de l'UE par l'intermédiaire de l'AFD en tant qu'agent fiduciaire, le CEPF a établi et gère un programme de 10 ans d'un montant de 50 millions de dollar américain de soutien aux organisations de la société civile pour promouvoir l'adaptation fondée sur les écosystèmes dans le hotspot de biodiversité de Madagascar et des îles de l'océan Indien. Placées sous l'égide des ministères de l'Environnement aux Comores, de l'Environnement et du Développement Durable à Madagascar, des Finances, de la Planification Économique et du Développement à Maurice, ainsi que de l'Agriculture, du Changement climatique et de l'Environnement aux Seychelles, les activités du programme sont mises en œuvre aux Comores, à Madagascar, à Maurice et aux Seychelles. Madagascar reçoit un soutien supplémentaire de la Fondation Franklinia pour la conservation des arbres menacés de Madagascar.

- Le cours en ligne autogéré « Leadership des Femmes dans l'Action Climatique », développé par UNITAR et C40, a pour objectif d'inspirer les femmes et les filles, de renforcer leurs compétences en leadership et de les aider à mettre en œuvre les initiatives climatiques justes nécessaires pour relever la crise climatique. [Inscrivez-vous ici.](#)
- Afin d'accroître les connaissances sur l'AfE, l'IUCN, la GIZ et l'IISD ont développé un cours en ligne ouvert, à rythme libre et gratuit (MOOC) pour une audience globale. Ce cours d'apprentissage en ligne sur l'AfE, disponible en anglais et en français, dotera les apprenants de compétences transférables et reproductibles pour concevoir et mettre en œuvre des initiatives d'AfE en offrant une formation ciblée sur les principes clés, l'évaluation des risques, le suivi et la gouvernance. Pour en savoir plus, consulter : <https://friendsofeba.com/e-learning/>. Si vous obtenez le diplôme de fin de formation, prévenez-nous (cepfproposals@iucn.nl)!
- Le site web « Capacity for Conservation » est une ressource en ligne gratuite qui peut aider les organisations de conservation à se développer pour devenir plus fortes, plus résistantes et capables d'avoir un impact durable sur la conservation. Voir le site : <https://www.capacityforconservation.org/>



CRITICAL ECOSYSTEM PARTNERSHIP FUND

IUCN | National Committee of The Netherlands